CULTURE ENJEU

68

L'ÉCOLE DU FUTUR

LES ARTISTES L'ARGENT LE PUBLIC WWW.CULTUREENJEU.CH DÉCEMBRE 2020 5 CHF

68

grand theatre
geneve

Claude Debussy

Pelléas
et Mélisande

18–28.1.2021

DÈS CHF 17.–

GTG.CH

CULTURE PLEXI

Par Alexandre Lanz, rédacteur en chef

©CHARLOTTE KRIEGER

Culture et virus ne font pas bon ménage. Dans ce bras de fer arbitré par les autorités, certaines décisions sont parfois incompréhensibles, comme la fermeture des musées, des salles de spectacles et de cinéma. A cet effet, Charles Berling, comédien et Directeur du théâtre Le Liberté à Toulon, rappelait fin novembre qu'aucune propagation virale n'est à signaler dans aucune salle de théâtre depuis le début de la pandémie sur tout le territoire français. Point.

C'est certain, ce ne sont pas les critiques passionnées des dernières productions artistiques et culturelles du *Masque et la Plume* sur France Inter qui auront marqué les esprits durant cette année pandémique. 2020, c'est plutôt le masque et le plexi. A l'image du ciel assombri de notre édition de juin, l'horizon crépusculaire des métiers dans la culture soumis au régime sec s'avère encore plus funeste pendant la deuxième vague. Au désarroi succède la colère et le sentiment généralisé d'être abandonné·e·x·s chez les travailleurs et travailleuses des différentes ramifications culturelles.

Malgré tout, la vie continue. Mieux, elle doit continuer. Comme les précédentes et les suivantes, cette année, des étudiant·e·x·s se forment pour devenir des professionnel·le·x·s dans les secteurs des arts et de la culture. Plus qu'aucune autre génération, la jeunesse a besoin de perspectives, d'élan pour mordre le futur. Sous le masque, la niaque. Nous sommes allés prendre la température dans les écoles d'art en mode Covid en Suisse romande.

Si rien n'esquisse mieux l'avenir que le passé, je réalise dans ce numéro un vieux rêve de gosse : une rencontre téléphonique avec l'illustrateur Jörg Müller, un des héros de mon enfance dont les illustrations ont forgé mon esprit, mon regard sur le monde. Dans les années 1970, il inventait des paysages utopiques d'inspiration suisse dans lesquels il imaginait les évolutions urbanistiques en série. Une œuvre sublime et intemporelle qui passe le capitalisme au vitriol avec une élégance rare, celle d'éviter tout jugement moral. A mon tour, je lui demande comment il voit le monde aujourd'hui.

Je profite de ces quelques lignes pour passer le témoin à Aimée Papageorgiou qui reprend, *ad interim*, le flambeau de CULTURE ENJEU. Serein car sachant la publication entre de bonnes mains, je m'en vais vers de nouvelles aventures professionnelles, mais ai néanmoins l'honneur et le plaisir de rester dans le comité de rédaction. De tout mon cœur, je souhaite bonne chance à Aimée et suis impatient de découvrir son premier numéro en mars 2021. ■

2 L'ÈRE DU PLATEFORMOCÈNE
4 CULTURE ET CORONAVIRUS : UNE VICTIME PROPITIATOIRE ?
5 DOSSIER : L'ÉCOLE DU FUTUR
6 INTERVIEW DIRECTEUR DE L'EAA
8 « ON EST INARRÊTABLE ! »
10 PENSER LA RECHERCHE ET SES LIEUX
11 « LE MONDE SERAIT PLUS HEUREUX EN CONSOMMANT MOINS »
12 CONTREBANDE DESSINEE
14 DE L'ART DE LA GROTTE À L'ÉCOLE D'ART
22 ... L'ART DE GOUVERNER
22 ÉLOGE DU CANCRE
19 DESSINE-MOI UN JEU VIDÉO
16 DÉFENSEUR DU COURT-MÉTRAGE

CULTURE ENJEU N° 68
DÉCEMBRE 2020
édité par l'Association CULTURE ENJEU
www.cultureenjeu.ch

RÉDACTION CULTURE ENJEU
Rue du Petit-Chêne 25, 1003 Lausanne
+41 (0)21 311 18 77 – info@cultureenjeu.ch

RÉDACTEUR EN CHEF
Alexandre Lanz
alexandre.lanz@cultureenjeu.ch

CONCEPTION GRAPHIQUE ET DIRECTION ARTISTIQUE
Emmanuel Crivelli – www.dualroom.ch
avec Ernesto Luna

FONTS : Similar par Or Type
Signs par Maxitype

COMMUNICATION & MARKETING
Aimée Papageorgiou
aimee.papageorgiou@cultureenjeu.ch

RESPONSABLE ADMINISTRATIF
Stéphane Morey
stephane.morey@cultureenjeu.ch

ADMINISTRATION & ABONNEMENTS
Micaela Campiche
secretariat@cultureenjeu.ch

ILLUSTRATIONS ET DESSINS
Dexter Maurer (cover), Pitch, étudiants EAA

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO
Jade Albasini, Vincent Arlettaz, Patrick de Rham, Juerg M. Eberlé, Christophe Gallaz, Frédéric Gonseth, Corinne Jacquiéry, Julie Lang, Alexandre Lanz, Gerald Morin, Nadine Richon, Clotilde Wuthrich

PUBLICITÉ : pub@cultureenjeu.ch

IMPRIMÉ PAR : Ediprim SA – 2501 Bienne

PARUTION : 4 fois par an – ISSN 1660-7678

myclimate neutral Druckerei 01-13-522785 myclimate.org

ABONNEZ-VOUS !
WWW.CULTUREENJEU.CH
16 ANS D'ARCHIVES, 68 NUMÉROS
+ 800 ARTICLES
20 CHF PAR AN

L'ÈRE DU PLATEFORMOCÈNE

Propos recueillis par Juerg Eberlé, spécialiste RP (MA) indépendant,
membre de la Task Force « Swiss Audiovisual Production » (SAP)

Dans les médias et tout particulièrement le cinéma, on parlera du crash de 2020 comme d'un tournant historique. On sent bien que l'économie paralysée du cinéma ne pourra pas redémarrer comme si de rien n'était. Juerg M. Eberlé, un des initiants de la nouvelle taskforce « Swiss Audiovisual Production » s'entretient avec Frédéric Gonseth, cinéaste, producteur de la série « Lockdown » N°1 et bientôt N°2, et président de « médias pour tous ».

JUERG M. EBERLÉ : Dans quel état le monde du cinéma va-t-il se retrouver après la pandémie ?
FRÉDÉRIC GONSETH : Quand je décrivais le début de « la guerre des plateformes » dans ces pages en juin 2019, je ne pouvais guère imaginer qu'une évolution aussi catastrophique allait se produire moins d'un an plus tard. Que le petit Mickey, le plus puissant groupe industriel du cinéma mondial, qui a déjà croqué 40% du cinéma aux USA, bref, que *The Walt Disney Company* afficherait une perte de 2.8 milliards, licencierait 28 000 employés, et prendrait le risque de *« se mettre à dos tous les exploitants de salles de cinéma de la planète »* (*Le Monde*, 14-11-20) en sortant directement en streaming ses blockbusters à 200 millions de dollars sans passer par la case cinéma ?

JME : Pourquoi peindre ces plateformes sur la muraille, n'est-ce pas une évolution aussi inéluctable que le télétravail ?
FG : L'essor des plateformes, c'est un collier autoserrant. Les gens ne vont pas se désabonner quand les salles rouvriront. Netflix dépasse les 2 millions d'abonnés en Suisse, et gagne bientôt autant d'argent que les cinémas en Suisse avant leur fermeture ! *« C'est historique. Mondial aussi. »* (*Le Monde*, 4-4-20) La plateforme Disney+ a été lancée en pleine pandémie. Avec déjà 74 millions d'abonnés, elle dépasse déjà toutes les espérances de la compagnie, et s'apprête à rejoindre Netflix qui approche de 200 millions d'abonnés dans le monde. Mais « en aucun cas une plateforme ne peut générer autant d'argent » que les salles, selon Jérôme Seydoux, patron de Pathé (Le Monde 14-11-20). Bien sûr qu'il restera des salles de cinéma. Mais dans quelle capacité de programmation ? Le « cinéma de cinéma » va vers une crise mondiale durable.

JME : Il y aura bien un jour un « retour à la normale » ?
FG : Les abonnés aux plateformes iront moins au cinéma, une évidence qui, si j'ose dire, crève les yeux. Dans quelle proportion, personne ne peut le dire. Mais la cassure s'est déjà produite. On est entré dans l'ère du « plateformocène » : les séries, déjà très en vogue, ont pris le dessus. La diversité du cinéma ne s'en relèvera pas. Mais les autres arts non plus, une grande partie de la culture vivante, les scènes de musique, de théâtre et de danse, sera également impactée jusqu'à ce qu'une nouvelle génération redécouvre les vertus de l'art vivant ou du grand écran vécus ensemble, en public. Combien de temps de « cocooning » faudra-t-il ? Dix, quinze, vingt ans ?

JME : Pourtant, des mesures de soutien étatiques sont prises pour que le monde culturel survive à cette mauvaise passe ?
FG : On sait que le malade du Covid-19 a moins de chance d'en réchapper s'il est déjà porteur d'une autre maladie grave. C'est exactement ce qui arrive au cinéma, aux arts vivants – mais aussi aux médias d'information (ces derniers sont relativement moins touchés, mais ont commencé à perdre leurs ressources publicitaires au profit des GAFAN bien avant la pandémie). Or l'Etat n'est pas équipé pour traiter d'autre maladie que le COVID par ses prêts, subventions, indemnités de chômage partiel etc. Dans ces conditions, les chances que ces malades s'en sortent sont plutôt faibles. Il faudrait une intervention combinée, à la fois culturelle, politique et économique. Qu'au moins trois conseillers fédéraux se coordonnent… sans parler des cantons et communes ! Dans notre régime politique c'est impensable. Dommage, car seule la politique peut contraindre les plateformes à participer au financement de la culture et des médias des pays qu'elles inondent.

JME : Redonne-nous un peu d'espoir… Que se passe-t-il dans les pays voisins ?
FG : En Italie, d'après Gian Carlo Leone, président des producteurs indépendants de TV, les investissements de Netflix dans les films et séries approchent bientôt ceux de la RAI, tandis que Mediaset de Berlusconi baisse les siens, car les chaînes traditionnelles perdent leurs ressources publicitaires. Mais au moins, en Italie comme en Allemagne et en France, il y a l'obligation de la directive européenne AVMS de diffuser 30% d'œuvres européennes. Les producteurs se battent en plus pour ne pas devenir de simples domestiques des plateformes sans droits sur les films et séries, sans voix sur leur contenu, ni droits sur les revenus futurs des œuvres. Les Français bataillent âprement pour une obligation de coproduction des plateformes avec les producteurs français de 25% de leur chiffre d'affaires selon l'exemple depuis longtemps éprouvé de la « plateforme » nationale Canal+ qui investit environ 150 millions par an dans leurs films de cinéma. Face aux plateformes, les Italiens semblent se contenter de 10%, les Espagnols de 5%.

JME : Et les Suisses ?
FG : Le rapport de force y est terriblement défavorable aux producteurs suisses. Ils ne bénéficient pas de la protection européenne. Ils négocient indirectement à travers le « Message Culture » élaboré en 2019, qui prévoit de s'aligner sur la directive AVMS et ses 30% de diffusion d'œuvres européennes. Mais le bât blesse sur la proportion d'œuvres suisses… rien n'est dit et surtout, Netflix a l'avantage de négocier pays par pays. Si la plateforme US doit faire des concessions à la profession audiovisuelle en Italie, en France et en Suède p.ex., où elle accorde des royalties sur une partie des revenus générés par le film ou la série, la Suisse est le seul pays où elle ne se sent pas tenue à faire de concessions. Les producteurs et réalisateurs suisses ont confirmé dans un communiqué du 25 septembre 2020 qu'il faut *« éviter que les profits réalisés ne partent à l'étranger sans une raisonnable contrepartie »*. Ils se contenteraient d'un très timide 4% d'obligation d'investissement en Suisse par le biais du « Message Culture » – quand le Conseil National a décidé de réduire cet automne ce 4% à un seul pourcent ! Il ne reste plus au Conseil des États cet hiver qu'à rétablir cette très légère résistance de 4% aux bulldozers américains bien partis pour la déforestation complète du paysage audiovisuel et culturel suisse.

JME : Mais comment réveiller la petite Blanche-Neige suisse ?
FG : L'exemple vient de France, le pays qui a inventé l'exception culturelle. En France, une grande « Alliance de la presse d'information générale » s'appuie sur les droits voisins récemment instaurés par l'Union Européenne pour exiger que Google paie la reprise de leurs contenus protégés. C'est simple, Google doit cesser de puiser gratuitement dans leurs pages (digitales) pour attirer la publicité qu'elle « emprunte » à ces médias. Ce qui pourrait profiter aux deux cents médias qui ont déjà signé de tels accords, en Allemagne, au Brésil, en Grande-Bretagne, en Argentine ou au Canada.

Et en Suisse ? Eh bien… Rien. Ici les petits nains partent de zéro pour établir un front commun qui permette aux médias d'information de faire payer Google & Co pour les contenus qui leur sont « empruntés », et aux autres médias de se protéger contre Netflix, Disney+ qui, s'ils n'y sont pas contraints, se moquent des calamités que ces plateformes infligent à la production locale. Une « Task Force » sous le nom de « Swiss Audiovisual Production », créée cet automne par la profession audiovisuelle, incite ces divers secteurs à se parler : les journaux, les chaînes de radio-TV, les sites d'information, les producteurs de cinéma et de séries TV, les salles de cinéma. Ils jouent tous d'un rôle de service public.

JME : Et en Suisse romande ?
FG : La Fondation privée Aventinus, regroupement des trois fondations culturelles privées Wilsdorf, Leenards, Michalski, vient d'ouvrir la brèche, en rachetant Le Temps et en donnant au seul quotidien d'information à l'échelle romande le socle minimum de survie que son propriétaire privé ne voulait plus lui garantir. C'est dans la ligne d'une Fondation des médias dont CEJ s'est fait le chantre depuis trois ans – qui cependant devrait avoir une action plus large, non pas limitée à un titre, mais à tous les médias d'information. Maintenant, c'est aux cantons et communes de jouer, et surtout à la Confédération de faire son dû, notamment par le biais de la redevance, un excellent outil à disposition pour soutenir des producteurs suisses de contenus audiovisuels (séries fiction, documentaires), qui ne sont pas aujourd'hui, malgré le soutien de la SSR, en mesure de résister à la puissance disproportionnée des plateformes mondiales. ◼

« Seule la politique peut contraindre les plateformes à participer au financement de la culture et des médias des pays qu'elles inondent. »

CULTURE ET CORONAVIRUS : UNE VICTIME PROPITIATOIRE ?

Par Vincent Arlettaz

Dans notre édition de septembre, j'avais célébré la victoire remportée par les milieux culturels dans le cas de « l'affaire » de la Haute École de Musique de Neuchâtel ; j'avais conclu mon propos par un commentaire plus large sur le coût financier (somme toute modeste) de la culture, et sur son importance en tant qu'investissement, à même de renforcer l'attractivité de nos régions et de maintenir pleinement en vie nos villes, villages ou autres stations touristiques. Or, quelques mois plus tard, cette même culture que j'avais présentée comme victorieuse subit une des attaques les plus violentes qu'elle ait connues depuis des décennies : musées fermés, concerts interdits, écoles basculées en « distanciel », un nouveau danger se présente désormais, sous forme d'une hibernation qui pourrait aboutir à de nombreuses amputations.

QUEL INTÉRÊT DE FERMER LES MUSÉES ?

Il a beau avoir été démontré à satiété que les statistiques du « coronavirus » ont été exagérées (le ministre français de la Santé n'a-t-il pas lui-même reconnu, en septembre 2020, qu'une dizaine de milliers de victimes en France – sur trente mille – étaient décédées « porteuses du Covid », et non pas « à cause du Covid » ?[1]), nos sociétés semblent désormais avoir sombré dans la panique. Tétanisées, nos autorités ont pris récemment diverses mesures dont le bien-fondé paraît pour le moins discutable : ainsi, quel intérêt peut-il y avoir à fermer des musées qui, quelle que soit la saison, ne représentent pas de grandes concentrations de personnes, contrairement aux transports publics ou à de très nombreuses entreprises ? Genève et le Valais l'ont pourtant fait. Ces deux Cantons ont également imposé une fermeture totale à leurs bibliothèques ; mais quel danger court-on en se présentant à un guichet de prêt bouclé par des parois de plexiglas, et où la désinfection des mains est obligatoire ? En Valais, la Haute École de Musique a même reçu l'interdiction formelle de dispenser toute forme de cours en « présentiel » – même des cours individuels, où professeur et élève se retrouvent seuls dans une salle de plusieurs dizaines de mètres carrés. « En même temps », il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver, au Lycée de la Planta, des salles qui ne sont pas plus grandes et où s'entassent 25 ou 30 étudiants, âgés de 15 à 20 ans – contre 18 à 25 ans pour les étudiants en musique.

L'AGENDA POLITIQUE REJOINT L'INHUMAIN

Où se trouve la logique en tout cela ? N'est-il pas clair que l'on s'attaque une fois de plus à la culture – comme jadis dans le cas de la HEM de Neuchâtel – pour montrer que l'on « fait quelque chose » (même si cette chose est fondamentalement inutile), tout en sachant que le coût politique ne sera pas conséquent ? Pourtant, la chose est très dangereuse : car la culture est sans doute ce qui, dans les circonstances actuelles, représente l'apport le plus positif et le plus salvateur pour l'ensemble de la population, oppressée depuis des mois par les messages anxiogènes véhiculés avec complaisance par les médias. De même, pourquoi diable les cultes religieux ont-ils été – dans la plupart des cantons – suspendus ou limités à une poignée de personnes (entre cinq et dix), alors que les églises et les temples sont vastes et, là aussi, sans danger si on les compare aux bus urbains ou aux trains bondés ? En Valais, le gouvernement est même allé jusqu'à interdire les visites aux personnes âgées vivant en maison de retraite (EMS) ; cette décision incompréhensible coupe des personnes qui nous ont élevés, nourris, éduqués et aimés, de leur unique soutien dans une des périodes les plus difficiles de leur vie ; elle n'empêche d'ailleurs nullement le virus de pénétrer dans les homes, par l'intermédiaire des cuisiniers, des femmes de chambre ou des secrétaires. L'agenda politique rejoint ici l'inhumain.

Mais revenons à la culture pour conclure. Ne nous y trompons pas : elle finira par triompher, et même par donner son sens à la crise actuelle. Et tel un arbuste fragile, dont les racines savent s'immiscer dans les moindres interstices du rocher qui l'écrase, elle le fera un jour éclater, nous apportant libération et joie. C

[1] Voir sur YouTube la vidéo : « Covid-19 : l'audition d'Olivier Véran, ministre de la Santé, devant la commission d'enquête du Sénat » (Public Sénat) du 24 septembre 2020, à 1:41:55.

L'école du futurs

Illustration par EAA/Shânn Hussain

« NOUS AVONS PASSÉ LE CAP DU FORDISME, IL FAUT LÂCHER LA BRIDE »

Propos recueillis par Alexandre Lanz

Marc Pfister est le directeur de l'École d'Arts Appliqués de La Chaux-de-Fonds depuis 23 ans. En plus de trois décennies, il a vu la technologie métamorphoser certains métiers et la tradition en maintenir d'autres. Alors que l'école cantonale neuchâteloise demeure l'unique au monde à proposer une formation de gravure horlogère, le directeur envisage l'avenir dans une certaine transversalité des métiers.

Pendant que les élèves en interactive media design 4IMD s'immergent dans le workshop d'illustration « L'école du futur » pour CULTURE ENJEU sous la direction artistique de Dexter Maurer, Marc Pfister songe à l'école d'arts appliqués de demain. Une mise en perspective qui se profile en vue des 150 ans de l'institution en 2022.

ALEXANDRE LANZ : L'EAA jouit d'une notoriété à la ronde qui ne date pas d'hier. Comment l'expliquez-vous ?
MARC PFISTER : L'école d'arts appliqués de La Chaux-de-Fonds est une très vieille dame qui a vu le jour en 1872. Les gens de la région y sont extrêmement attachés, c'est autant surprenant qu'encourageant. Elle doit son envol aux patrons graveurs en horlogerie qui l'ont créée pour faire face à la montée en puissance de la concurrence française, anglaise et américaine au niveau de ce que l'on appelle aujourd'hui le design.

AL : Cette formation existe encore aujourd'hui.
MP : Elle est même unique au monde ! Nous sommes les seuls à former des graveurs à la main, au burin traditionnel à plein temps avec entre trois et quatre élèves par années de formation (formation sur 4 ans). C'est un métier merveilleux et archi-traditionnel, ce qui n'empêche pas de travailler avec des imprimantes 3D. La technologie permet beaucoup de choses, mais il n'y a aucune comparaison entre un travail de gravure au laser et un travail fait main par un bon graveur.

AL : Graveur, un métier d'avenir ?
MP : L'industrie a compris l'enjeu de la sauvegarde des métiers d'art. Nous sommes un peu le gardien du temple des petits graveurs. Malgré les débouchés fluctuants au cœur de l'industrie horlogère, on observe une certaine constance dans le marché de niche de la montre de luxe.

AL : Qu'apporte la technologie dans les métiers d'arts appliqués ?
L'informatique a permis de condenser une multitude de systèmes D et bidouilleries avec des résultats époustouflants. En même temps il y a cette petite touche du fait main qui manque et qui revient. Les technologies ouvrent des perspectives sur des nouveautés. Mais elles servent aussi à approfondir certains secteurs, comme la sérigraphie, que nous avons également maintenue dans nos cours.

AL : Quelle est le moteur pour apprendre ce type de métiers ?
MP : C'est le processus de création en partant de l'idée jusqu'au produit fini. Cette gestion est propre à tous nos métiers dans le domaine de la communication visuelle, le graphisme, les « interactive media designers » et aussi la mode et la joaillerie. Nous sommes attentifs à mettre en valeur cet aspect qui a un coût. On ne peut pas se contenter d'enseigner. Il doit y avoir des prérequis, une curiosité, une envie intrinsèque de découverte. A partir de là, on développe des techniques et des méthodes dans lesquelles l'objet est l'acte de création, référencé, argumenté, défendable, justifiable, construit.

AL : Vous fêterez les 150 ans de l'école en 2022. Comment voyez-vous l'école du futur ?
MP : Dans la transversalité des métiers. A leur manière, ils parlent exactement le même langage. Je crois que le futur de l'école se profile dans un élan permanent de développement sur le cœur de nos métiers. Nos élèves le font intuitivement. On voit souvent des graphistes en quête de textures et de matières du côté du secteur mode. Quant à elle, la mode est souvent appelée dans le secteur des designers horlogers pour du décor de cadran ou des bracelets par exemple. L'avantage, c'est que ces processus de créations sont infinis. Ces croisements sont inéluctables et c'est dans la combinaison entre eux

« L'informatique permet des résultats époustouflants. Mais la petite touche du fait main revient. »

que provient le potentiel fantastique de nos métiers. Un de nos grands projets pour le 150e est de fracasser complètement les cloisons pour faire travailler nos élèves sur une même thématique et tout mélanger. C'est assez complexe à planifier, mais c'est génial.

AL : Comment faciliter cette transversalité ?
MP : Avec moins de paperasse, de tracasserie et de règlements. Je pense qu'on a passé le cap du fordisme, il faut lâcher un peu la bride. Le cœur même de notre rôle de formateur, c'est le développement des élèves. Plus qu'une simple école d'arts appliqués, nous sommes une école de vie allant bien au-delà de la simple acquisition d'un métier pour devenir un bon citoyen. Nous transmettons du sens et des valeurs que nos étudiants garderont toute leur vie. Ce qui m'est cher, c'est de pouvoir amener nos candidats à être capables de donner des bonnes réponses. C

Illustration par EAA/Eliot Krasniqi

ILLUSTRER L'ÉCOLE DU FUTUR EN CINQ JOURS

La mission confiée à la classe d'interactive media designers lors du workshop était claire : illustrer individuellement de façon statique et animée l'école du futur pour sublimer les pages de ce numéro de CULTURE ENJEU consacré aux formations artistiques. A quoi ressembleront les écoles dans 20 ans ? Dirigées par des robots à l'intelligence surhumaine ? Seront-t-elles réduites à l'apprentissage en mode tout écran ? Irons-nous étudier au clair de la lune ? Ou alors peut-être ne ressemblera-t-elle à rien de tout cela. Les élèves avaient carte blanche. Mais pour les guider dans le processus créatif de leur imagination, notre directeur artistique a fait appel à l'illustrateur jurassien Dexter Maurer. Passionné de dessin depuis son enfance, il a réalisé un jour avec émerveillement qu'il pourrait en faire son métier. Après sa formation à l'EPAC à Saxon (VS), il explore l'univers de la science-fiction qui le captive. Son talent ne tarde pas à être remarqué et certaines marques de sportswear comme Nike font appel à lui pour se fondre dans son imagerie fantastique. C

instagram/dextermaurer

« ON EST INARRÊTABLE ! »

Par Corinne Jaquiéry

Comment continuer à rêver d'être un artiste quand l'avenir se truffe d'incertitudes ? Des étudiants des hautes écoles d'arts de la scène témoignent de leur envie d'y croire.

© École Dimitri

« Cela a arrêté quelque chose, mais on a et on va trouver d'autres rythmes et d'autres formes. On est inarrêtable ! » : Martin, 28 ans, ne se laisse pas abattre par les freins et les incertitudes liés à la pandémie de Coronavirus. En troisième année à l'Accademia Dimitri, haute école spécialisée en théâtre physique, sise à Verscio au Tessin, il a profité du confinement de mars pour lire des essais sur son futur métier, reprendre le jonglage et surtout réfléchir à de nouvelles pratiques. Quant à la danse et à l'acrobatie, il a pu les exercer dans son jardin en se filmant sur demande de ses professeurs. « Bien sûr, cela risque d'être plus dur cet hiver… ».

Comme La Manufacture, haute école des arts de la scène ou Les Teintureries, école supérieure de théâtre, toutes deux situées à Lausanne, l'institution tessinoise a néanmoins pu bénéficier de quelques dérogations concernant le travail en présentiel. « En ce qui concerne l'Accademia Dimitri, nous avons établi une liste des cours qui ne peuvent pas avoir lieu à distance et avons proposé une réorganisation aux autorités », explique Suzanne Lotz, responsable de la communication et du marketing à l'Accademia Dimitri. « Les classes sont divisées en petits groupes. Les uns travaillent en présentiel avec port du masque pendant que les autres sont en ligne. Les étudiants, ainsi que tous les collaborateurs sont responsables et font preuve d'une grande maturité concernant les normes sanitaires. »

À La Manufacture, les étudiants de la filière danse ont dû accepter d'évoluer masqués sauf sur scène, ce qui implique une interprétation contrainte par le manque de contacts. « C'est un stress qui s'ajoute au stress des projets à réaliser », relève

« … je n'ai pas hésité à me lancer dans la formation. Les obstacles stimulent mon énergie. »

Iucide Robinson, 18 ans, étudiant de 1e année du Bachelor en Contemporary Dance. « Mais je n'ai pas hésité à me lancer dans la formation. Les obstacles stimulent mon énergie. » En 2e année de théâtre, Etienne, 23 ans, affiche lui aussi sa clairvoyance concernant son futur métier. « Il a toujours été fragile. Tout peut s'arrêter du jour au lendemain. Il faut être en lien avec d'autres mondes pour pouvoir choisir ce que l'on veut faire. Je fais du théâtre pour éprouver ma liberté. »

SAVOURER LE TEMPS DE L'APPRENTISSAGE

Dans un monde des arts vivants en stand-by, où la menace de la précarité, voire de la disparition, plane, les futurs professionnels veulent profiter, aussi bien que possible, de leur temps d'apprentissage. En première année aux Teintureries, Aymeric, 24 ans, tient fortement à avoir des cours en présentiel. « J'ai l'impression que nos prédécesseurs ont eu leur première année cambriolée. J'ai besoin de continuer à venir à l'école avec toutes les précautions nécessaires. » Côme, 22 ans, veut lui aussi conserver l'énergie issue du partage. « Je pense que l'on comprend mieux ensemble beaucoup de choses que l'on avait abordées en classe préprofessionnelle sans vraiment les comprendre. » Quant à Igaëlle, 21 ans, si elle accepte les contraintes actuelles, elle espère toujours pouvoir pratiquer pleinement son art. « Je suis pour la nouveauté et l'expérimentation de nouvelles formes virtuelles, mais il y a aussi tout ce qu'on laisse derrière. J'aimerais pouvoir à nouveau toucher les autres avant la fin de ma formation. » Quant à savoir si les arts vivants intéresseront encore le public après des mois d'arrêt, la question ne se pose pas. « Le théâtre existera toujours comme il le fait depuis des milliers d'année. Il a été l'endroit de mes plus grandes émotions en tant que spectateur et je pense ne pas être le seul à les avoir éprouvées ! »

A Lausanne ou à Verscio, les futurs comédiennes et comédiens, danseuses et danseurs ou performeuses et performeurs ne sont donc pas prêts à baisser les bras malgré une précarisation annoncée et augmentée des professionnels des arts vivants. Salomé, 25 ans, en 1ère année à l'Accademia Dimitri, affirme la nécessité de partage tant pour étudier que pour les représentations. « J'ai vraiment réfléchi à la question du renoncement. J'ai des doutes énormes qui sont liés à la fois à ma personnalité et à ma génération, mais j'ai en moi des piliers sur lesquels je peux m'appuyer : d'une part je sais que l'être humain a besoin de poésie et d'être relié aux autres êtres humains ; d'autre part, raconter est le fondement des sociétés. Tout cela forme la culture et pour moi personnellement, cela me mène vers le théâtre. Au fond, la création c'est la vie. » Détentrice d'un double Bachelor en philosophie et allemand obtenus à la Sorbonne à Paris, cette Fribourgeoise rayonne à l'idée d'être à Verscio. « J'ai trouvé ma place. En philosophie, il me manquait quelque chose. Aujourd'hui, je suis pleinement moi. Le théâtre est mon lieu de résistance. Ma manière de lutter contre la morosité et de réenchanter le monde. » C

Retrouver la totalité des témoignages sur notre site internet.

Derrière chaque création audiovisuelle il y a des femmes et des hommes. Nous protégeons leurs droits d'auteur.

Nous favorisons la diffusion de vos œuvres et assurons une rémunération équitable.

Forme.ch

ssa société suisse des auteurs

Gestion de droits d'auteur pour la scène et l'audiovisuel
Lausanne | 021 313 44 55
info@ssa.ch | www.ssa.ch

suissimage

Coopérative suisse pour les droits d'auteurs d'œuvres audiovisuelles
Berne | 031 313 36 36
Lausanne | 021 323 59 44
mail@suissimage.ch | www.suissimage.ch

ET SES LIEUX

Par Julie Lang

Illustration par EAA/Thi Tu Guyot

L'image d'une traversée difficile mais représentative d'un système dysfonctionnel, je souhaite revenir ici sur mon parcours de jeune chercheuse. Partant de ce postulat, j'essaie de mettre en perspective mon expérience afin d'envisager différemment ce que pourrait être ce métier dès lors que l'on commence à déconstruire les mythes persistants qui l'entourent.

« L'Université est un lieu de liberté, de créativité et de responsabilité »: la charte de l'Université de Lausanne s'ouvre avec cette affirmation. Si cette dernière se propose de produire et enseigner des savoirs, elle met aussi un point d'honneur à défendre et à promouvoir le savoir critique. Autrement dit, « la capacité à critiquer et à mettre en question les savoirs qu'elle transmet et qu'elle développe ». Durant mon parcours universitaire, ces mots ont résonné comme une promesse de contribution de la recherche pour un meilleur vivre-ensemble. J'y voyais la possibilité de poser des questionnements synonymes de déconstruction de discours dominants. Une promesse à chaque étudiant·e·x·s de pouvoir poser sa pierre à l'édifice. Au nom d'une société plus inclusive, plus critique, plus responsable. Trêve d'idéalisme – j'avais dix-huit ans quand j'ai commencé mes études –, j'y vois aujourd'hui quelque chose qui s'apparente à une forme d'hypocrisie éhontée. Les coulisses de ce lieu autoproclamé « libre, créatif et responsable » me paraissent à présent bien plus animées par un fonctionnement élitiste, compétitif et néolibéral qu'une foi en l'apport du regard critique. « Méfiez-vous de ces institutions où règnent le conformisme et la violence », comme le résument Vinciane Despret et Isabelle Stengers [1].

[1] Vinciane Despret et Isabelle Stengers, *Les faiseuses d'histoire. Que font les femmes à la pensée ?* Paris : La Découverte, 2011.

UN PARCOURS DE PERSÉVÉRANCE

Financer une thèse académique se fait traditionnellement via deux voies : la première en obtenant un poste d'assistant·e·x dans une Université, la seconde en décrochant une bourse au Fonds national suisse. Toutes deux ont rendu opaque pour moi un plafond de verre différent. D'un côté, un ticket d'entrée pour rejoindre la tour d'ivoire du corps intermédiaire se trame davantage dans des luttes d'ego que le soutien aux chercheur·euse·x·s émérites. De l'autre, le financement le plus compétitif en Suisse promeut des sujets locaux, rentables, dans lesquels investir et dont les arguments de ventes prévalent. Dans les deux cas, la créativité, la transdisciplinarité ou encore l'ouverture de nouvelles perspectives hors des discours majoritaires ne semblent pas faire partie des qualités requises ou convoquées. De plus, la seule démarche de postuler est très lourde en investissement énergétique, administratif et, de ce fait, financier. Cela me paraît être un exemple parlant d'une forme de récupération de la critique qui favoriser une inertie des institutions. Autrement dit, qui permet à ces dernières de reproduire leur propre système plutôt que de le questionner.

J'ai aussi compris la nécessité de séparer reconnaissance, légitimité et compétence à proposer une recherche de qualité de celle octroyée par le parcours académique. Je ne compte plus les échanges avec mes brillant·e·x·s ami·e·x·s pendant lesquels nous avons thématisé la nécessité de faire advenir une rhétorique « de l'échec ». Pour, d'une part, détrôner l'aura posée sur la tête des heureux élu·e·x·s et, d'autre part, pour faire apparaître des voies alternatives, d'autres manières de faire de la recherche. Il est impératif de questionner le mythe du parcours linéaire et d'emblée tracé qui enveloppe la carrière des chercheur·euse·x·s pour se rendre compte que rares sont les personnes qui suivent cette voie. Et que les esprits critiques sont expérimentés, incarnés et ancrés dans ce qui est catégorisé comme vicissitudes de parcours, hors des espaces faits par et pour les discours hégémoniques. ■

Julie Lang (1992*) est une femme blanche, cisgenre et chercheuse à la croisée entre histoire de l'art et sciences sociales. Elle s'intéresse aux dynamiques propres à l'art contemporain, ressaisies dans une perspective de sociologie pragmatique et de philosophie politique. Ses recherches portent plus particulièrement sur le rapport entre art, média et démocratie – à partir des années soixante – et comment les dispositifs artistiques permettent de repenser l'expérience participative et citoyenne. Elle est actuellement assistante scientifique à l'EPFL, intervient occasionnellement à l'EDHEA et fait partie de l'équipe curatoriale de l'espace d'art lausannois standard/deluxe.

L'ÉCOLE DU FUTUR

« LE MONDE SERAIT PLUS HEUREUX EN CONSOMMANT MOINS »

Par Alexandre Lanz, rédacteur en chef

Ses illustrations sur les transformations urbaines dans les années 1970 ont marqué plusieurs générations de suisses. Quelques jours après son 78e anniversaire, Jörg Müller replonge dans ses archives pour CULTURE ENJEU et partage sa vision du monde actuel.

ALEXANDRE LANZ : Vos ouvrages sur les transformations urbaines dans les années 1970 ont cette particularité de ne jamais montrer un point de vue nostalgique du passé et encore moins un ton moralisateur.
JÖRG MÜLLER : J'avais cette volonté de ne jamais porter aucun jugement. D'ailleurs, si vous regardez les premières images, elles ne montrent pas une ville idyllique non plus. Dans la dernière image de la transformation d'une ville, j'ai choisi de la montrer de nuit avec les décorations de Noël, les enseignes au néon, pour donner un aspect sympathique à cette ville devenue horrible.

AL : Quel regard portiez-vous alors sur l'évolution architecturale ?
JM : Je vivais dans une vieille maison destinée à être démolie à Bienne, on y était bien. Avec les voisins, nous parlions beaucoup des blocs d'habitation dans lesquels les locataires se disputent pour la buanderie et le parc à vélos. Mon ami urbaniste me répétait souvent : « Détrompe-toi, dans vingt ans, ces blocs plairont à tout le monde ! ». Il avait raison.

AL : Vous avez participé à quelques interventions urbaines à Bienne, comme le centre autonome de la Coupole que vous aviez repeint avec trois autres artistes. Parlez-nous du Palais des Congrès.
JM : Je l'ai représenté sur la façade du cinéma Rex, dans un dessin où King Kong le détruit. J'ai toujours considéré cette construction un peu absurde, car pas très vivable. Ce bâtiment réalisé par Max Schlup se revendiquait un peu futuriste à l'époque de sa construction. Son architecture d'inspiration américaine voulait donner l'impression d'une tour énorme avec ces petites fenêtres. Bienne se voyait un peu trop grande, son slogan était « ville du future, Stadt der Zukunft ». Sans ne jamais l'avoir trouvé beau, je trouve très bien que le Palais des Congrès soit protégé, il représente parfaitement l'état d'esprit des années 60 et cette volonté de modernisme.

AL : Comment voyez-vous le monde aujourd'hui ?
JM : Mon regard est assez pessimiste… On nous assène qu'il est midi moins cinq, je crains qu'en réalité il ne soit déjà midi et demi. Nous sommes en pleine destruction et les causes n'ont pas changé : le capitalisme. A mesure que l'humanité devient moins sociale, chacun consomme égoïstement. Cette situation nous amène à une réaction primitive, la lutte des uns contre les autres.

AL : Que racontent les villes aujourd'hui ?
Elles sont devenues très uniformes, on ne remarque plus vraiment de différences entre elles. Elles perdent leur âme. Tout est propice à la consommation dans des villes où les magasins sont tous les mêmes.

AL : Originaire de Zürich, vous avez vécu à Bienne et êtes installé aujourd'hui à Hambourg depuis une dizaine d'années. Comment définissez-vous cette ville ?
JM : J'y suis venu pour une raison sentimentale, mon épouse est allemande. Comme Berlin, Hambourg est une ville très espacée. Nous sommes installés loin du centre, dans une maison entourée d'arbres au bord d'une rivière, c'est très romantique. De par son caractère portuaire, on ressent son ouverture sur le monde. Les premières fois, la propreté et l'ouverture d'esprit des gens de cette ville assez riche m'ont rappelé Zürich. Je m'y suis fait beaucoup d'amis rapidement.

AL : Que pensez-vous du développement de la mobilité douce ?
JM : Partout, on observe de plus en plus de pistes cyclables, le vélo est devenu un moyen de transport très important. Malheureusement, on voit toujours autant de voitures, même s'il semble que la population prend conscience qu'il n'est plus possible de continuer ainsi.

AL : Le vélo symbolise-t-il un avenir plus radieux ?
JM : C'est avant tout très pratique. Le cyclisme a beaucoup évolué ces dernières années. Les vélos sont plus rapides et faciles à manipuler. A l'époque, on voyait surtout les jeunes et les personnes moins fortunées se déplacer à bicyclette. Aujourd'hui, ne pas posséder de Mercedes n'est plus un signe de pauvreté.

AL : Que pensez-vous d'une personnalité comme Greta Thunberg ?
JM : Elle dit tout haut ce que les lobbies refusent d'entendre. La controverse à son sujet est logique : personne n'apprécie la vérité quand on se sait ou se sent coupable. Cela provoque la haine. Je suis très impressionné qu'elle ne soit pas rattrapée par le star-système. On ne l'achète pas. Même devant les plus grands de ce monde, elle ne tremble pas. Elle dit ce qu'elle pense, je la trouve merveilleusement honnête.

AL : Pensez-vous qu'il est encore temps d'éviter la catastrophe ?
Il n'est pas trop tard pour améliorer le monde, mais l'important est plutôt de changer l'humanité. Pour cela, il faut trouver un moyen de calmer cette course folle d'égoïsme et de consommation.

AL : Quel lien entretenez-vous avec les médias sociaux ?
JM : Là j'avoue, je suis un peu ringard (rires). Je trouve bizarre ce manque de discrétion, cet étalage d'intimité et j'ai l'impression que la plupart des utilisateurs n'ont pas conscience d'où mène cet exhibitionnisme. Nous sommes contrôlés partout, nous en avons pour preuve la publicité ciblée, c'est infernal ! Quand je vois des amoureux chacun sur leur smartphone dans le train, je ne condamne pas, mais cela me dépasse. Quand j'étais plus jeune, je pensais ne jamais devenir comme mes parents qui ne comprenaient plus le monde. Pourtant, cela m'est arrivé plus tôt qu'à eux-mêmes.

AL : Vous avez aussi travaillé dans la publicité, quel impact a-t-elle eu sur votre manière de voir les choses ?
Lorsque j'étudiais à l'école des arts graphiques de Bienne, nous voulions tous devenir artistes et nous méprisions la publicité. A part quelques grands artistes comme Herbert Leupin, cela ne m'intéressait pas. Mais il faut bien gagner sa vie, et la publicité était un moyen pour cela. Sans grande conviction, j'ai travaillé en agence à Paris puis à Bienne. C'est devenu beaucoup plus intéressant lorsque j'ai travaillé à mon compte pour la Ligue suisse contre le cancer. J'étais très impliqué dans mon mandat d'illustrations pour dissuader les jeunes de fumer. Pourtant j'étais et suis toujours un grand fumeur. Cela avait du sens pour moi et je n'aurais jamais accepté de travailler pour une marque de cigarettes.

AL : A quoi ressemble votre ville de rêve ?
JM : C'est très difficile de répondre à cette question, j'y pense depuis toujours sans réponse précise jusqu'à ce jour. Mon monde utopique serait celui où le social et le politique reprendraient leur place. Où les gens réaliseraient qu'ils sont plus heureux en consommant moins. Je sais, c'est une grande illusion (rires).

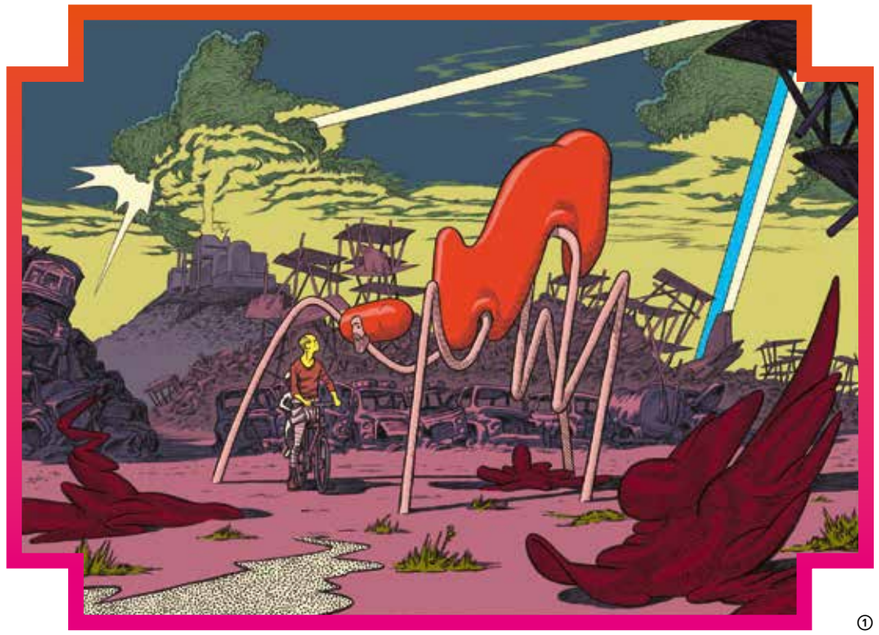
Scannez le QR code pour visualiser les huit illustrations qui composent l'ouvrage *Hier fällt ein Haus, dort steht ein Kran und ewig droht der Baggerzahn oder Die Veränderung der Stadt*, Verlag Sauerländer, 1976. En grand : *Donnerstag. 16. August 1956*

SANITAS
STEINER
Gülten-Str
Meyer & Müller
Gülten
ZOO
SPITAL
Odeon
RESTAURANT
SUZE
BRAUEREI ALBSTADT
VÉLOS - MOTOS
Vespa

CONTREBANDE DESSINÉE

Par Clotilde Wuthrich

La réalisation d'un livre de bande dessinée peut s'avérer être un enjeu doublement politique en tant que médium engagé, à la fois par ses sujets et sa forme éditoriale. Petit état de la question avec un chercheur, un éditeur et une auteure suisses romand·e·s.



①

Cette année, le monde de la bande dessinée compte très peu de parutions. Bien sûr, la pandémie en est la cause mais surtout, au contraire de la Belgique ou de la France, la BD reste un domaine marginal en Suisse ; quand bien même la Genève du début du XIXe siècle voyait naître celui considéré aujourd'hui comme l'inventeur de la BD moderne en la personne de Rodolphe Töpffer[1]. En réalité, longtemps absente des écoles et des lieux consacrés à l'art, quelques maisons d'édition situées principalement à Genève apparaissent seulement dès les années 1990. Alors, on savait déjà que diffuser un livre dans un petit pays comme le nôtre n'est pas une mince affaire mais y produire de la bande dessinée pourrait être un acte carrément militant.

Mais au fait, la BD est-elle un médium dont les auteur·e·s suisses s'emparent pour aborder des sujets politiques? Selon Raphaël Oesterlé[2] qui enseigne l'histoire culturelle de ce médium à l'Ecole supérieure de bande dessinée et d'illustration à Genève (ESBDI), il y a 20 ans, les sujets de la bande dessinée suisse relevaient plus de l'intime. Au contraire, les auteur·e·s de celles parues dernièrement, par exemple chez Atrabile à Genève en 2019, semblent avoir pris du recul pour traiter plus largement de l'humain dans son milieu : récit et esthétique de l'effondrement avec *Saccage* de Frederik Peeters (ill. ①) ; relation de l'humain à la nature avec *SUV* de Helge Reumann ; histoire de la colonisation dans Robinson Suisse d'Alex Baladi, ou encore vécu de la migration pour *Je suis au pays avec ma mère* d'Isabelle Pralong (ill. ②).

[1] A lire : Töpffer & Cie. La bande dessinée à Genève 1977-2016 (ouvrage collectif, Ed. Agpi 2016)

[2] Raphaël Oesterlé est commissaire de l'exposition *It's alive ! La fabrique des monstres dans la BD* à voir jusqu'au 30 janvier 2021 à la bibliothèque de la Cité à Genève.

LA BD EST SOUVENT REVENDIQUÉE COMME UN ROMAN GRAPHIQUE

Au moment où se sont formé·e·s ces auteur·e·s né·e·s à la fin des années 1960, il n'existe pas d'école consacrée à la BD en Suisse. Naissent alors des œuvres très variées avec un point commun pourtant : ce sont des objets souvent revendiqués comme livres ou comme romans graphiques; une volonté qui participe du mouvement international visant à faire reconnaître la BD comme un média pour adultes, avec des récits de fiction clos et personnels, et de se distinguer des albums d'aventure et autres Comics. Aujourd'hui, pour Raphaël Oesterlé, le paysage suisse de la BD n'a pas fondamentalement changé tandis qu'il remarque ailleurs un développement de la BD documentaire depuis environ cinq ans, tels que des ouvrages de sciences ou d'histoire, des témoignages, des reportages et autres enquêtes journalistiques.

②

UNE FICTION AUTOUR DE LA PLACE DE LA SUISSE DANS L'HISTOIRE DU XXE SIÈCLE

Bien sûr, il existe quelques exemples s'approchant de ce courant en Romandie, comme par exemple *Le Siècle d'Emma* (Antipodes 2019) (ill.③) : une fiction avec un ancrage documentaire autour de la place de la Suisse dans l'histoire du XXe siècle. Interrogée à ce sujet, son auteure Fanny Vaucher confirme : « c'est justement pour raconter des choses en lien avec les réalités du monde que je fais de la BD. Ce qui a rendu le projet intéressant pour moi c'est le focus sur les luttes sociales, ce que vivent les gens, l'histoire des institutions, des femmes, et leurs combats ». Selon elle, le genre documentaire viendra à se développer chez les jeunes auteur·e·s : les éditions Antipodes à Lausanne par exemple commencent à faire de la BD politique et reçoivent déjà beaucoup de projets liés à l'histoire et la sociologie.

En réalité, fiction ou reportage il est impossible d'identifier un genre majeur dans la création BD suisse : un monde bien trop poreux et aux frontières mouvantes. C'est l'avis de Yannis La Macchia, co-fondateur des éditions Hécatombe à Genève, qui préfère identifier plutôt un monde de la BD francophone au sein duquel les acteur·trice·s circulent largement.

③

LE FAIT MAISON PLUTÔT QUE LA DÉLÉGATION

S'agissant de BD engagée, Yannis La Macchia considère que la forme des publications est déjà un acte politique. Voire contestataire dans le cas de la micro-édition : le collectif d'auteur·e·s Hécatombe préfère le fait maison à la délégation, se plaçant ainsi hors de l'industrie du livre et de son économie. Les membres – souvent bénévoles – de ce genre de collectifs, choisissent alors leur propre rythme, leur organisation et leurs moyens de production, afin de pouvoir expérimenter de nouvelles formes et réaliser des objets de manière exemplaire, en adéquation avec leurs valeurs et leurs choix de vie.

Autre exemple romand : le fanzine La bûche a été initié en 2015 à Lausanne sur la base du constat que la bande dessinée était un milieu massivement masculin. Pour sa co-fondatrice, Fanny Vaucher, « c'était avant le boom féministe, il n'y avait pas de liens entre les créatrices, il s'agissait alors pour nous de créer un réseau, de se rencontrer et de se faire une place ». *La bûche* est désormais devenue un réseau informel de près d'une septantaine de créatrices, grâce aussi à la visibilité offerte par les festivals et les libraires. Le monde de la BD suisse romand et francophone forme ainsi un microcosme à l'équilibre subtil où tout est interconnecté et où les lieux physiques et les évènements restent vitaux pour l'édition. ■

DÉFENSEUR DU COURT-MÉTRAGE

Par Jade Albasini

A 34 ans, le réalisateur Tristan Aymon milite pour les intérêts du court-métrage. L'ancien étudiant en cinéma de L'ECAL – Ecole cantonale d'art de Lausanne – presse le milieu de soutenir la création locale.

Image extraite du court-métrage *Trou Noir* de Tristan Aymon

Pour apprendre à connaître le cinéaste valaisan, rien de mieux que de regarder ses réalisations comme son dernier court-métrage *Trou Noir*, qui peint son adolescence un peu « bluesy » dans une petite ville d'un Valais à l'atmosphère états-unienne. « À l'âge des protagonistes de mon film, j'avais des problèmes avec mes études. J'ai doublé, et fini ma scolarité secondaire entre le Canada et l'Allemagne. C'est mon cursus de cinéma qui m'a finalement mis sur les rails. Avant, je fuyais tout apprentissage intellectuel. Ma soif d'apprendre est née de la rencontre avec mon métier. Tout d'un coup, je voulais écrire un scénario dans un français impeccable ou parler couramment l'anglais pour m'ouvrir à des points de vues internationaux », raconte cet ancien étudiant à l'ECAL.

En août dernier, l'errance esthétique de son nouveau projet été primée au Festival international du film de Locarno. Tristan Aymon est reparti avec l'argent des Pardi di Domani – les Léopards de demain. L'ancienne directrice artistique de la manifestation tessinoise, Lili Hinstin, l'avait classé parmi ses coups de cœur 2020. Projeté en octobre à Martigny, puis prévu à la Nuit du Court Métrage à Lausanne avant son annulation, *Trou Noir* sera diffusé sur la RTS qui l'a coproduit. Une tournée des lauréats de Locarno est aussi prévue dans les salles romandes. « Avec la crise, les dates n'ont pas encore été fixées. » Rendez-vous en 2021 !

La course aux festivals – étape inévitable pour intégrer le circuit professionnel – il en connaît le tracé. Il y a 10 ans, son travail de diplôme *Ultima Donna* avait déjà été présenté dans les grands rendez-vous européens de cinéma d'auteur. « L'avantage quand tu termines L'ECAL, c'est que tu as un film à montrer. C'est bien mieux qu'un bout de papier qui n'intéressera jamais personne, en tout cas dans ce milieu. »

Nul doute que l'établissement lausannois a été un tremplin dans sa carrière. « J'ai rencontré des fabricants de films qui m'ont marqué à vie comme Ursula Meier. Je garde surtout en mémoire l'année propédeutique, de par la collaboration avec les autres disciplines. C'était très stimulant », avoue Tristan Aymon. Il a d'ailleurs conservé des contacts étroits avec de nombreux alumnis de sa volée.

Quand il crée le collectif Terrain Vague en 2012 avec d'autres talents romands, c'est cette aura qu'il veut réanimer. « On avait l'utopie de redonner vie à l'énergie créatrice que l'on retrouve dans une classe ». Déçu par ses premières collaborations dans un milieu plus cloisonné que dans son imaginaire, il souhaitait aussi travailler en toute liberté. « Les mains dans le cambouis, je me suis rendu compte des enjeux liés à la production. J'ai un peu déchanté face à toutes ces règles. »

« Les mains dans le cambouis, je me suis rendu compte des enjeux liés à la production. »

L'ÈRE DES FORMATS HYBRIDES

Pour le trentenaire, certaines d'entre elles méritent aujourd'hui d'être bousculées. A commencer par la tendance de la profession à dévaloriser les courts-métrages au profit des longs, souvent considérés comme l'aboutissement des projets cinématographiques. « En Suisse, les professionnels de la branche se désintéressent des formats courts car ils sont peu rentables, et souvent mal financés. Mais au final, c'est comme si une entreprise n'investissait pas en recherche et développement, c'est absurde et dommageable pour les cinéastes de demain », insiste Tristan Aymon.

Il ajoute qu'il ne faut pas sous-estimer ces formes car elles sont de plus en plus consommées, notamment sur les supports digitaux. « L'objet culturel du film standarisé d'1 h 30 va muter au profit de productions aux durées hybrides », prédit le Valaisan qui fait partie du collectif Pro-Short, une association pour promouvoir le court-métrage suisse. « Il faudrait pouvoir financer correctement n'importe quelle durée de film, et pas seulement les longs ». A savoir que pour payer une équipe au complet en suivant les normes syndicales, le budget s'élève en moyenne à 150 000CHF pour une fiction de 15 minutes. « C'est difficile d'obtenir plus d'argent pour les courts-métrages car il existe des plafonds. Comment dès lors financer un film de 30 minutes ou plus sans faire de compromis ? Peut-être faudrait-il s'orienter vers un financement qui se base sur sa qualité, la pertinence de la stratégie de diffusion, plutôt que sur sa durée ? », lance-t-il.

Autre combat que le réalisateur prône activement avec les membres de l'AROPA – association romande de la production audiovisuelle – c'est celui face aux plateformes numériques. « Il faudrait que les canaux de diffusion type Netflix, UPC ou Swisscom TV soient obligés de réinvestir dans la production régionale, comme c'est déjà le cas dans certains pays, car ils se font beaucoup d'argent. » En France, Netflix et Amazon ont l'obligation d'investir 15% de leur chiffre d'affaire dans la production locale ou européenne. Un chiffre qui devrait monter à 20-25%. Pour Tristan Aymon, la Suisse doit se donner les moyens de générer sa propre culture cinématographique. « Sinon, on fera face à un réel appauvrissement. Et les produits anglo-saxons nous submergeront. »

Conscient que la diffusion dans une nation coupée en 4 langues complique la tâche, ce défenseur du 7ème art helvète insiste au nom de l'intégrité des artistes du terreau. « Même si c'est dur de fabriquer des films, c'est l'expérience la plus constructive que j'ai jamais ressentie ! » ■

ECAL, LE DÉPARTEMENT CINÉMA EN 2020

Année propédeutique:
10 ÉTUDIANT·E·S

Filière Bachelor:
33 ÉTUDIANT·E·S

Filière Master:
15 ÉTUDIANT·E·S

Né en 1988, le département de cinéma est arrivé à un point de saturation en 2011. L'ECAL s'est donc inspirée de la Fémis à Paris, l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son. « On a décidé de proposer des spécialisations pour augmenter le nombre de techniciens du cinéma », explique Lionel Baier, réalisateur à la tête du département depuis dix-neuf ans. De nouvelles options ont émergé en écriture de scénario, montage, chef·fe opérateur·trice, ingénieur·e du son, etc.

KUBRICK
PHOTOGRAPHE
24.10.2020 – 31.01.2021

MBLA MUSÉE DES BEAUX-ARTS LE LOCLE
mbal.ch

LOTERIE ROMANDE · MUSEUM OF THE CITY OF NEW YORK · SKFA

Stanley Kubrick for *Look* magazine. Advertising Sign Painters at Work 1947 [Unpublished]. Museum of the City of New York. The LOOK Collection. Gift of Cowles Magazines, Inc., 1956. Used with permission of SK Film Archives and Museum of the City of New York.

«Quand je pense à tous les livres qu'il me reste à lire, j'ai la certitude d'être encore heureux.»
Jules Renard

La livraison est gratuite sur **payot.ch***
* En Suisse, mode *Economy*

PAYOT
LIBRAIRE
TOUS LES LIVRES, POUR TOUS LES LECTEURS

THÉÂTRE DES OSSES
CENTRE DRAMATIQUE
FRIBOURGEOIS

LE JOURNAL D'ANNE FRANK

Mise en scène de Geneviève Pasquier et Nicolas Rossier
—
Production Théâtre des Osses Centre dramatique fribourgeois
—
www.theatreosses.ch

Tournée 2021

15.01 au 24.01
Théâtre des Osses, Givisiez

5.02
Espace des Allobroges, Cluses, France

9.02
La Grenouille, Bienne

13.02
Théâtre de Grand-Champ, Gland

24 et 25.02
TPR, La Chaux-de-Fonds

2.03
Théâtre de Beausobre, Morges

9.03
Kurtheater, Baden

12.03
Théâtre du Pré-aux-Moines, Cossonay

23.03
Theater Winterthur

26.03
Théâtre du Château, Avenches

DESSINE-MOI UN JEU VIDÉO

Par Nadine Richon

À 24 ans, Antoine Fantys est un autodidacte lausannois qui a «tout cherché sur internet». Ensuite, il s'est lancé dans un Bachelor en informatique pour les sciences humaines à l'UNIGE. Son dada: concevoir de nouveaux jeux pour des consoles vintage. Le petit dernier sera bientôt commercialisé sous l'intitulé *Eyra, the Crow Maiden* et annonce de l'aventure dans le sillage d'une prêtresse guerrière dotée d'un corbeau entraîné au combat. Le jeune programmeur travaille avec un chef de projet dans une équipe qui comprend également un dessinateur ou *Game Designer* et un musicien ou *Sound Designer*.

A Nyon, l'école privée Les Maîtres du Monde forme aux métiers du jeu vidéo et de la réalité virtuelle. Les premiers diplômés viennent d'obtenir leur bachelor reconnu au niveau européen selon deux orientations: les mondes virtuels et les effets spéciaux ou *Motion Design*. La première année vise à «apprendre toutes les bases du dessin» avec un vrai crayon et du papier, explique le directeur Frédéric Naville. En deuxième année on plonge dans la 3D pour mettre en volume les objets et les personnages. La dernière année est consacrée seul ou en groupe à la création d'un jeu vidéo ou VR dans le but de «connaître toute la chaîne de A à Z» même si on s'intéresse plutôt à la mécanique du jeu, au dessin ou à l'écriture de scénario. «Travailler à un jeu vidéo c'est autre chose que d'y jouer», insiste notre interlocuteur, conscient de préparer des jeunes à entrer dans un monde professionnel ultra-exigeant et compétitif.

Illustration par EAA/Jonathan Cachelin

LA DEMANDE EN NARRATIONS INTERACTIVES ET LUDIQUES NE CESSE DE S'ÉLARGIR.

Le jeu est une partie du Master Media Design à la HEAD, dirigé par Alexia Mathieu dans une optique expérimentale et selon deux axes: les conséquences sociétales des IA et du *machine learning* et les impacts environnementaux des technologies numériques. On n'oublie pas, en effet, l'aspect dévoreur d'énergie de toutes ces pratiques en plein essor dans l'énorme industrie du divertissement mais aussi dans des domaines aussi variés que la médecine, l'architecture, la muséologie, les messages de prévention, l'industrie automobile… La demande en narrations interactives et ludiques ne cesse de s'élargir. Les étudiants développent des compétences techniques (comment programmer des machines savantes, comment créer des jeux électroniques et des objets connectés) et critiques (dans quel but, pour quel type de société). À titre d'exemple, Alexia Mathieu cite la création d'un jeu associant des cartes connectées à un iPad qui guide les joueurs incarnant chacun un personnage de Shakespeare. Ou encore une expérience sur smartphone qui permet de se glisser dans la peau d'une mère dont le mari a disparu dans le conflit libanais et dont les décisions impliquent des destins différents pour ses enfants…

Pour Yannick Rochat, le jeu vidéo s'inscrit au cœur de nos sociétés. «Prenez votre matière préférée, chimie, mathématiques ou Lettres, et faites-en un jeu», propose-t-il à ses étudiants de l'UNIL et de l'EPFL dans le cadre du Collège des humanités. C'est ce qu'on appelle la *gamification* des contenus pédagogiques. Certains jeux font passer un message en faveur des minorités, on sort du moment très machiste purement mercantile porté par de grands studios. Jeu vidéo et/ou réalité virtuelle permettent de piloter un avion, un vaisseau spatial, de s'immerger dans la gestion d'une exploitation agricole ou au fond de l'océan, tout paraît possible au joueur augmenté, même le sport guidé à l'écran. Le cinéma n'est pas parvenu à changer le monde. Le jeu vidéo a pris la relève d'une manière plus musclée. À suivre… ■

ÉLOGE DU CANCRE

Illustration par EAA/Erann Favretto

Par Patrick de Rham

Quand, à la fin des années 90, La Ribot, Marco Berrettini, Massimo Furlan, Oscar Gómez Mata, Marielle Pinsard, Gilles Jobin, Yan Duyvendak, Yann Marussich ou le groupe Velma ont posé les bases de ce qui fera rapidement la réputation internationale des arts vivants contemporains romands, ils ne correspondaient absolument pas à l'idée que la majorité dirigeante des milieux culturels se faisaient de la relève. Chacun·e d'entre eux se heurtera pendant ses premières années à l'incompréhension des institutions, qui leur préféreront souvent des premier·e·s de classe dont les noms ont déjà été oubliés.

Vingt ans plus tard, alors que d'autres Laetitia Dosch, François Gremaud, Dorian Rossel, Marion Duval, Marie-Caroline Hominal, Joël Maillard, Pamina de Coulon les ont rejoints dans leurs pérégrinations transversales, le contexte a radicalement changé : une prise de conscience politique, dès les milieu des années 2000, a mis la consolidation de ce succès des arts vivants locaux au centre des stratégies. Le développement des structures de professionnalisation et d'accompagnement a été impressionnant, à la hauteur des moyens du pays : formation, diffusion, augmentation des moyens des commissions, multiplication et rénovation des théâtres, encadrement dramaturgique, parrainage, renouvellement des directions et des ambitions : que d'outils précieux pour les artistes et leur développement !

Et si, vingt ans plus tard, il était toujours aussi difficile de prendre les risques artistiques nécessaires ? Et si, en mettant en place cette stratégie pour consolider le succès, on en avait justement oublié la formule initiale ? Et si, en croyant faussement la connaître, on avait justement alourdi le baluchon des chorégraphes et metteuses·eurs en scène suisses, jusque-là peu embarrassé·e·s des traditions patrimoniales à la française ou à l'allemande ?

L'INDISCIPLINE NE S'ENSEIGNE PAS ET ÉCHAPPE À LA PLANIFICATION

À mon sens, la seule méthode historique des quelques institutions qui ont hébergé le développement de ces rayonnantes générations d'artistes a surtout été… qu'il n'y en avait pas. Ou plutôt : de ne pas en imposer, donnant un maximum de liberté à leurs mouvements forcément nouveaux, leurs dramaturgiques alternatives ou leurs transgressions indisciplinées. Aujourd'hui, au contraire, avec la multiplication des structures et la nécessité pour celles-ci de valoriser leur fonction, on observe que chacun – théâtres, écoles, organisme de diffusion, festivals – est tenté au contraire de s'attribuer la réussite des artistes. On aurait un savoir-faire, une formule, un réseau : voilà des concepts qui rassurent dans ce pays d'horlogers !

L'indiscipline ne s'enseigne pas, se juge difficilement par les experts, échappe à la planification. Par contre, elle s'encourage. Soignons-là, puisque c'est notre point fort depuis Dada, Fluxus, Christoph, Roman, John, Jean-Luc, Pipilotti, Thomas, Maria ou Marco. Il est bien sûr primordial de donner à leurs successeurs des outils, de la visibilité, de les aider à développer et confronter leurs idées et leurs pratiques, de les connecter avec leurs pairs et de nouveaux publics à l'international – concepts récemment mis à mal par la parenthèse localiste du Covid. (La rapidité avec laquelle cet état d'urgence temporaire a déjà été instrumentalisé dans les prophéties de certains précepteurs culturels parle par ailleurs d'elle-même). Mais je suis convaincu que nos modèles de formation, d'encouragement, de monstration et de promotion gagneraient énormément à moins de dirigisme, à plus d'humilité, de souplesse et de réactivité. Il me paraît indispensable de nous éloigner des grands calendriers, d'accueillir beaucoup mieux l'imprévu et l'inconnu, d'élargir ce qui est en train de devenir un carcan dans lequel les jeunes artistes se sentent hélas devoir se glisser. Ceci dit avec tout le paradoxe du programmateur qui dit à l'artiste « sois libre ! ». ■

… L'ART DE GOUVERNER

Par Gérald Morin, journaliste (Vence)

« En politique le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal. (…) Il faut estimer comme un bien le moindre mal. »

– Nicolas Machiavel

Cette affirmation du penseur florentin n'a pas pris une ride. On a pu l'expérimenter quand les Français, en 2002, ont dû prendre parti entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen, et aujourd'hui quand les Américains ont fait leur choix entre Joe Biden et Donald Trump.

L'art de diriger un pays, et de par là un peuple, est un exercice difficile qui nécessite talents et qualités à utiliser sous de multiples formes. Cela concerne aussi bien l'administration des choses que le gouvernement des personnes. C'est un art qui se pratique depuis des millénaires, de l'oligarchie grecque à nos démocraties actuelles en passant par les théocraties, les monarchies, les empires et les dictatures diverses.

Déjà hier et plus encore aujourd'hui, des questions se posent aux citoyens. Ceux qui nous dirigent, ceux qui tiennent le gouvernail de nos vies, aussi bien publiques que privées, ceux qui nous ont été imposés ou que nous avons élus, exercent-ils le pouvoir en se mettant au service de la communauté ou bien ne sont-ils à cette place que pour servir leurs intérêts et ceux de leurs clans ?

Dans le cas de Donald Trump, les fausses notes de sa partition politique ont toujours été très claires. Sa maxime, pour paraphraser l'auteur du *Prince*, a été : « La politique ce n'est qu'une certaine façon d'agiter le peuple avant de s'en servir sans oublier de le contenter et de ménager les grands. » Les américains ont pu voir leur président à l'œuvre pendant quatre années passées à faire des promesses non maintenues, à menacer et à mentir. Certes il a été un bon élève de Richelieu puisqu'il a « gouverné de sorte que tout le monde reconnaisse que l'on pense à ses affaires comme il est à désirer » et de Talleyrand pour qui « ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai. » Mais une grande partie de son fan club de départ s'est aujourd'hui lassé de ce show de téléréalité au niveau planétaire. La difficile gestion de l'actuelle pandémie et de ses effets catastrophiques dans tous les domaines n'était pas à laisser entre les mains d'un tel narcissique autoritaire à l'égo démesuré pour qui tricheries et diffamations étaient monnaie courante. Il a régné en divisant. Les américains ont choisi aujourd'hui avec Joe Biden un leader plus proche de l'idéal d'un bon président, un homme empathique, un homme proche des gens, un homme qui unit, un homme qui rassemble. Et pour reprendre un propos du général Pierre de Villiers, « un absorbeur d'inquiétude et un diffuseur de confiance qui doit dominer son temps et prendre de la hauteur par rapport au quotidien. » Comme affirmait Napoléon, « on ne conduit le peuple qu'en lui montrant un avenir : un chef est un marchand d'espérance. »

L'Italie a eu, elle aussi, son petit Trump. C'était également un homme d'affaires qui venait des médias. Quand en 1994 Silvio Berlusconi entra en politique c'était pour obtenir l'immunité parlementaire afin d'échapper à des condamnations. Il utilisa son pouvoir économique et médiatique pour placer des hommes à lui dans les rouages de la machine politique et acheter des voix de députés ou de sénateurs pour préserver ses propres intérêts. Tout en proclamant haut et fort que ses actions n'avaient pour but que le bien du pays. Lorsque, pour ces faits, le pouvoir judiciaire essaya de le condamner, il s'en étonna. Jules César n'avait-il pas procédé de la même manière, tout d'abord comme consul, puis surtout comme proconsul des Gaules en quittant Rome pour éviter de perdre son immunité parlementaire et d'être rattrapé par les « affaires » ? Cela ne l'a pas empêché de continuer de corrompre les sénateurs pour préparer son retour dans l'*Urbs*. Dans ces deux situations, nous nous trouvons dans un cas classique de corruption d'État.

Trump n'était pas loin de leur ressembler.

LE BIEN COMMUN ET LE SERVICE DE BIENS PUBLICS

« Ce qui est essentiel dans l'idée du régime démocratique, c'est d'abord la légalité : régime où il y a des lois et où le pouvoir n'est pas arbitraire et sans limite. » Cette déclaration, faite en juin 1939 par le politologue Raymond Aron, résume clairement le cadre dans lequel un bon gouvernement doit agir pour le bien de sa population. Le bien commun correspond à un partage de ressources ou d'intérêts qui soudent les membres d'une communauté. Le bien commun définit un mode de propriété conçu pour assurer une harmonie collective à la recherche de l'intérêt général.

Prétendant parfois à tort, parfois avec raison, qu'en présence de biens collectifs le marché est défaillant, l'État intervient massivement dans la gestion des biens publics qui peuvent concerner la sécurité, les infrastructures, l'information, l'éducation ou la santé. Alors, l'État prétend toujours prendre des mesures pour rendre service au citoyen, lui assurer plus de sécurité, plus de commodité dans ses démarches. Les conséquences de ces mesures ne sont que rarement examinées, le but non avoué étant souvent celui d'augmenter l'emprise de l'État sur ses sujets, spécialement dans les pays où la démocratie fait défaut. Il est évident que certains services étatiques améliorent la vie des gens, ces services publics n'ayant pas comme but premier le rendement économique. Cependant, le risque d'une corruption active à l'intérieur d'un État non contrôlé par son parlement ou celle passive d'un gouvernement manquant de vision dans sa gestion de la res publica est toujours à craindre.

Certes il est plus facile de bien gouverner un petit pays comme la Suisse avec ses 26 cantons et ses 8 630 000 citoyens qu'une grande Amérique avec ses 50 États et ses 330 250 000 ressortissants. Mais une règle est claire dans les deux cas. Prendre la direction d'un pays, d'une nation doit se considérer comme un service avec une vision à long terme, et non comme une appropriation du pouvoir pour des intérêts avant tout personnels.

ET en cela la démocratie reste le meilleur système que nous ayons expérimenté. ■

« Le bien commun correspond à un partage de ressources ou d'intérêts qui soudent les membres d'une communauté. »

DE L'ART DE LA GROTTE À L'ÉCOLE D'ART

Par Christophe Gallaz

Illustration par EAA/Noam Khamilchi

Les archéologues et les historiens sont désespérément muets face à l'énigme : ils ignorent encore si les peintres et les graveurs ayant décoré la Grotte Chauvet, à Vallon-Pont-d'Arc en Ardèche, ont préalablement suivi le moindre cours au sein d'une école d'art comme nous les connaissons aujourd'hui – et comme nous les évoquons dans le cadre de ce magazine.

En tout cas nul ne connaît d'institution comparable qui fût en activité voici 21 000 ans. Ni 2000 ans plus tard, d'ailleurs, quand d'autres plasticiens investirent en Dordogne actuelle les cavités de Lascaux pour y figurer toute une sarabande d'aurochs et de bisons, de chevaux, de cerfs, d'ours, de rennes, de félins et de bouquetins.

Il vaudrait pourtant la peine d'en savoir un peu plus. Le travail de ces ancêtres, comme on sait, participe de l'art le plus foudroyant, établi sur des savoir-faire qui règlent magistralement quelques problèmes comme ceux de la perspective et de la troisième dimension représentées sur des surfaces inégales. De Soulages à Picasso, en passant par les praticiens majeurs du street art à la Banksy, tous les créateurs exprimant utilement notre temps s'en sont inspirés ou le font encore.

LES ÉCOLES D'ART SONT-ELLES UTILES ?

D'où cette interrogation qu'on pourrait supposer grossière ou réactionnaire : nos écoles d'art sont-elles utiles ? Je veux dire : qu'enseignent-elles à leurs étudiants dont leurs prédécesseurs du Paléolithique supérieur auraient été les ignorants ? Ou pour le dire autrement : ces prédécesseurs auraient-ils tiré le moindre profit des formations dispensées par nos écoles d'art ?

Si l'on s'en tient à l'essence de l'art lui-même, c'est-à-dire aux principes intimes qui font jaillir l'art de certains êtres touchés par la grâce et soucieux de la formuler, les écoles d'art ne servent à rien. Elles auraient même tendance à tromper certains de leurs étudiants sur leur propre compte, en leur faisant supposer qu'ils sont élus d'entre les élus alors même qu'ils ne pressentent rien des vibrations secrètes animant leur personne et le monde.

On peut réfléchir plus généreusement, c'est vrai, en considérant l'école d'art comme un moyen privilégié, pour ses étudiants, d'une mise en miroir personnel : elle les confronte, par le biais de ses programmes et de ses enseignants, à ce qu'ils connaissent d'eux-mêmes ou ne connaissent pas. On peut aussi la voir comme une cellule d'aide à l'insertion professionnelle et sociale : elle leur inculque tout des paysages culturels et subventionneurs environnants.

C'est peu de chose, sans doute, à l'aune des ressorts sacrés faisant qu'un créateur est un créateur ou le devient – au lieu d'être un imposteur, voire un agent de ce qu'on nomme sans craindre l'oxymore le « marché de l'art ». Et singulièrement de cette usine à gaz qu'est devenu, sous son appellation doucement terroriste autant qu'absurde, le « marché de l'art contemporain ».

C'est peu de chose, dis-je, mais ce peu-là n'est pas rien. À défaut d'enseigner à leurs étudiants quoi que ce soit d'essentiel dont les créateurs de la Préhistoire n'auraient pas été doués, nos écoles d'art s'en tiennent à des ambitions plus modestes : elles leur plongent la tête et les mains dans notre aujourd'hui. Elles leur font connaître la pâte séculière de notre époque aux fins qu'ils s'y débrouillent avec efficacité. Un beau matériau d'inspiration critique pour ceux d'entre eux déjà choisis par le destin. En attendant, mes amis, encore un petit coup d'œil du côté de Lascaux si ce n'est Chauvet ? ■

LOTERIE ROMANDE

JOUER, C'EST AUSSI SOUTENIR.
GRÂCE À VOUS, PLUS DE 210 MILLIONS DE FRANCS PROFITENT CHAQUE ANNÉE À LA COMMUNAUTÉ.

Retrouvez tous les bénéficiaires

JAB
CH-1003 Lausanne
P.P. / Journal
Poste CH SA

Culture En Jeu, Rue du Petit-Chêne 25, 1003 Lausanne

palexpo

Salon d'Art 28–31.01.2021 Palexpo

artgenève

10th edition

UBS
F.P.JOURNE
Invenit et Fecit
GÜBELIN
JEWELLERY
artgeneve.ch